

La CFTC demande un vrai plan social pour le personnel de l'Institution libre

Combrée voit la fermeture s'avancer

L'Institution libre de Combrée, presque deux siècles après sa création, est partie pour vivre sa dernière année scolaire. Elle ne peut financer d'importants travaux de sécurité (deux millions d'euros). La CFTC demande que tout soit mis en oeuvre pour sauver quelque 80 emplois. Elle aimerait aussi comprendre pourquoi on en est arrivé là.

Gérard Housseau, le président de l'union départementale CFTC, va droit au but : « **Avec la fermeture de l'Institution libre de Combrée, c'est l'ensemble de l'enseignement catholique du Maine-et-Loire qui est un peu ébranlé** ». Il est vrai que l'annonce de la fermeture de l'établissement, qui accueille 345 élèves (collège, lycée et enseignement professionnel), est arrivée en fin de semaine dernière sans crier gare. Même si tout le personnel était au courant des gigantesques travaux de mise aux normes (électricité, incendie) à réaliser.



Gérard Housseau, Marie-Cécile Beaud et Alain Frappin (président départemental de la CFTC, présidente départementale du Snec-CFTC et délégué syndical) et Yvette Vigneron, membre du comité d'établissement : leur priorité, le reclassement de tout le personnel.

Aujourd'hui, la CFTC aimerait bien comprendre. Et elle avance quelques pistes : une mauvaise gestion qui a laissé dormir l'impératif des travaux de sécurité, des locaux pas assez attrayants pour les familles qui ont cherché ailleurs, un recrutement qui ne s'est pas assez intéressé au Maine-et-Loire et a privilégié l'internat, plusieurs directeurs différents au long de ces dix dernières années. Aujourd'hui, la CFTC ne croit plus à une solution de la dernière chance. « **Je veux bien que Pascal Obispo vienne faire un concert de soutien** », lâche Gérard Housseau. Obispo ? C'est un ancien élève de Combrée.

« **Nous préférons regarder la réalité en face** », ajoute Marie-Cécile Beaud, la présidente départementale du Snec-CFTC (le syndicat national de l'enseignement catholique). Et la réalité, c'est donc la fermeture annoncée et quatre-vingts personnes à reclasser (31 enseignants et 41 salariés pour l'administration et l'entretien). Pour elles, la CFTC demande que tout soit mis en oeuvre pour offrir des reclassements dans d'autres établissements de l'enseignement catholique. Elle envisage aussi de faire vérifier les comptes de l'Institution libre par un expert.

« Les travaux à la trappe »

Les critiques de la CFTC, Jean-Roger Salmon, l'actuel directeur, les entend bien. Seulement, il fait remarquer qu'il n'est directeur que depuis août 2004, après avoir passé quatre années comme directeur-adjoint. Autrement dit, il lui a fallu assumer l'héritage de travaux qui devenaient de plus en plus urgents, sans démarrer pour autant. « **A une époque, on n'a peut-être pas choisi les bonnes priorités. On a préféré embellir les dortoirs qui étaient en piteux état et les travaux de sécurité sont passés à la trappe** », dit-il, avec diplomatie.

Aujourd'hui, Jean-Roger Salmon a entamé les contacts pour reclasser le personnel. « **Ce sera dur** », prévient-il. Mais dans le même temps, il reçoit beaucoup de messages de soutien de parents d'élèves ou d'anciens élèves. Même si cela fait plaisir, il faudrait quand même un miracle pour qu'ils se transforment en soutiens financiers conséquents grâce à de très généreux donateurs.

Tous droits réservés.

Sauf autorisation, la reproduction, la publication de cette page pour utilisation publique et commerciale sont interdites.

